

Si certain·es journalistes du Monde ont pu accomplir un travail remarquable sur la Palestine et le colonialisme israélien, en particulier Clotilde Mraffko et Benjamin Barthe, le quotidien a publié ces derniers mois des entretiens et des tribunes allant de l'inepte à l'abject, au regard de [la guerre de nature génocidaire](#) que mène Israël depuis sept mois contre les Palestinien·nes de Gaza.

C'est le cas d'un entretien avec Eva Illouz et Derek Penslar, [publié récemment](#), dans lequel ces derniers·ères réitérent leurs attaques contre la gauche, accusée de complaisance à l'égard de crimes contre l'humanité. Ces accusations participent du climat maccarthyste qui sévit actuellement en France et légitiment une criminalisation croissante des mobilisations, des organisations et des personnalités solidaires de la Palestine.

L'anthropologue Yazid Ben Hounet analyse cet entretien en soulignant le déni du fait colonial qui le sous-tend, et l'occultation du sort des Palestinien·nes auquel il conduit.

« *Le Monde* n'afficha guère plus de sympathie pour les manifestants. Les colonnes de ce journal évoquaient une foule nombreuse et menaçante, déferlant par vagues et suscitant la stupéfaction et la crainte chez les Parisiens. L'un de ces derniers, Guy Chevalier, un simple passant, était l'un des trois morts du bilan officiel. Ce fut la seule victime dont le journal précisa l'identité ; les deux autres, des musulmans, restèrent dans l'anonymat » ([Maillot, 2001 : 27](#)).

« Dans sa prudence, *Le Monde* adopta un discours similaire à celui du *Figaro*, qui tendait à déresponsabiliser l'Etat et ses représentants. Ces deux quotidiens n'hésitèrent pas à faire du F.L.N. le principal acteur du drame, ôtant de cette façon toute légitimité à la manifestation elle-même. « Le F.L.N. ne manquera pas d'exploiter les sanglants incidents de Paris et les atroces 'ratonnades' d'Oran. Pourtant, il en porte la responsabilité puisque ici et là c'est le terrorisme musulman qui est à l'origine de ces drames » » ([Maillot, 2001 : 30](#))^[1].

Le 17 octobre 2023, quelques jours après le 7, j'avais transmis, sur la liste électronique de discussions internes à l'EHESS, un petit texte en mémoire du 17 octobre 1961, en conseillant, notamment pour prendre un peu de recul avec « l'actualité tendue du moment », la lecture de l'article d'Agnès Maillot, « La Presse française et le 17 octobre 1961 », publié en 2001. Je recommandais également le documentaire de Daniel Kupferstein, « 17 octobre 1961, dissimulation d'un massacre », réalisé la même année (2001).

J'avais pensé que l'évocation de ce crime de l'histoire coloniale française, perpétré qui plus est sous les balcons de beaux quartiers parisiens et jusque Nanterre (et les environs), serait de nature à faire réfléchir les étudiantes et étudiants, la présidence et les collègues de l'EHESS (et des centres de recherche sous sa tutelle). C'est qu'on voyait déjà poindre au sein même de l'EHESS - [sous couvert de dénonciation d'apologie du terrorisme](#) - l'amorce d'une séquence maccarthyste qui s'est amplifiée ces derniers jours en France, visant à [criminaliser les perspectives anti-coloniales ou décoloniales](#), et donc [pro-palestiniennes](#), ainsi que, par la suite, celles et ceux dénonçant le génocide en cours en Palestine.

Que l'État français et son personnel politico-médiatique (et une partie du monde

académique) aient, plus de 62 ans après les faits, encore des difficultés à reconnaître pleinement le plus grand massacre d'État de la 5^{ème} République française – la répression d'État la plus violente qu'ait jamais provoquée une manifestation de rue en Europe occidentale dans l'histoire contemporaine, selon les historiens Jim House et Neil MacMaster (2006)^[2] – explique, à mon avis, leurs [incapacités à voir, entendre](#) et comprendre [les souffrances des Palestiniennes et Palestiniens, le fait colonial et les crimes qu'il génère en Palestine](#), allant jusqu'à nier ou atténuer [les alertes](#), [les plausibilités](#), puis les rapports (ex. [Human Rights Council](#) de l'ONU et [FIDH](#)) concernant le génocide à Gaza.

L'article d'Agnès Maillot et le documentaire de Daniel Kupferstein avaient, par ailleurs, l'avantage de pointer du doigt la complicité de la presse – y compris *Le Monde* – et de la télévision dans la dissimulation de la réalité du 17 octobre 1961. Je terminais cette évocation du 17 octobre par un passage des *Damnés de la Terre* de Frantz Fanon^[3], rappelé et mis en exergue [initialement par l'intellectuel algérien Khaled Satour](#), et qui annonçait déjà fort pertinemment le double standard, et le continuum colonial, des « consciences civilisées » que nous avons hélas grandement constatés depuis.

Près de 7 mois après le 7 octobre 2023 et plus de 62 ans après le 17 octobre 1961, *Le Monde* (19 avril 2024), avec l'aide d'intellectuels « bien choisis », tente de prolonger le déni du fait colonial qui explique le 7 octobre et qui, par réaction, génère, avec la complicité des USA et d'anciennes puissances coloniales (comme la Grande Bretagne, l'Allemagne et la France), une guerre génocidaire en Palestine.

Cela apparaît d'emblée, dans la présentation du journaliste Marc-Olivier Bherer qui oppose « les massacres du 7 octobre » à « la riposte » dans la bande de Gaza. Autrement dit : le meurtre de 1160 personnes, dont environ 2,75% d'enfants (moins de 18 ans), constitue, pour Marc-Olivier Bherer, des massacres (au pluriel, je précise), alors que celui de [plus de 40 000 personnes](#), dont environ 41% d'enfants, ne constitue qu'une simple riposte (au singulier).

Plus encore, en qualifiant de « riposte » les seules actions israéliennes, ce journaliste efface subtilement au moins 75 ans de crimes, massacres, perpétrés par les milices sionistes, puis par l'Etat d'Israël à l'encontre des Palestiniennes et Palestiniens : au moins depuis le massacre emblématique de Deir Yassin (9 avril 1948) – puisque perpétré par ceux, Menahem Begin en tête, qui allaient devenir des hauts responsables de l'Etat d'Israël et qui fondèrent le Likoud, parti de Netanyahu, actuellement au pouvoir – jusqu'aux violences plus récentes, comme celles commises par l'armée israélienne lors de la marche du retour à Gaza (2018-2019) ou par les colons israéliens dans le village palestinien d'Hawara à la fin février 2023 (pour ne parler que de celles antérieures au 7 octobre 2023).

Le reste de l'entretien, à l'image de l'amorce, n'est donc que confusions et inversions, signes apparents de personnes manifestement traumatisées par le 7 octobre (Eva Illouz davantage que Derek Penslar) et donc incapables de penser, c'est-à-dire d'avoir du recul et une perspective d'ensemble sur le sujet. Il faut dire que l'orientation des questions n'aide pas. Exemple dès la première : « *la gauche apparaît divisée par la difficulté de certains à condamner pleinement l'attaque du Hamas et par l'intervention militaire israélienne à Gaza* ». Condamnation pleine comme seule option pour le 7 octobre ; multiples avis possibles bien entendu sur « l'intervention militaire israélienne », ce doux euphémisme pour ne pas parler de la guerre génocidaire.

Il s'en suit un florilège visant à poser les Israéliens en seules victimes valables, pour mieux condamner une « certaine gauche », tout en invisibilisant les victimes palestiniennes. Ainsi,

par exemple, Eva Illouz : « l'indifférence ou la joie », à propos du 7 octobre ; « victimes israéliennes (...) littéralement déshumanisées » ; « Israéliens, coupables aux yeux de cette gauche d'avoir établi un Etat occidental, colonial et blanc » ; « La Shoah fait désormais l'objet d'une forme de relativisme ». Et Derek Penslar : « la joie avec laquelle certains ont accueilli les massacres du 7 octobre » ; « L'incapacité d'une partie de la gauche à condamner l'occupation sans glorifier cette boucherie est pitoyable ».

Des victimes palestiniennes, autrement plus nombreuses, il ne sera pas vraiment question ici (si ce n'est pour rapidement indiquer de manière très neutre « la mort d'un nombre disproportionné de civils » en raison de « la guerre » - Eva Illouz - ou les « milliers d'innocents » « tués à Gaza » - Derek Penslar - en prenant bien soin d'en fournir quelques justifications juste après : « *Certes, le Hamas se cache au sein de la population civile et Israël cherche à atteindre ses tunnels par de lourds bombardements. Mais à quel prix en termes de vies humaines ?* »).

Quant à la question qui devrait interpeller tout intellectuel digne de ce nom - celle du génocide en cours - elle est soit niée (Eva Illouz : « *Sans constituer un génocide* »), soit honnêtement évitée (Derek Penslar : « *N'étant pas un expert en droit international, je ne suis pas en mesure de vous dire si un génocide est en cours* »), soit inversée pour faire des Israéliens, et au-delà les Juifs, les seules potentielles victimes de génocide (Eva Illouz : « *les intentions génocidaires du Hamas* » ; « *comment faire pour permettre à ce peuple de vivre sans craindre le prochain massacre, le prochain génocide ?* »)

On aurait pu penser que deux universitaires et un journaliste de la rubrique « idée » du *Monde*, ou tout au moins l'un d'entre eux, se serai(en)t indigné(s) du [scholasticide](#) en Palestine, ou, a minima, l'aurai(en)t évoqué. Mais hélas, et sans surprise aucune, ce sujet n'a été nullement mentionné. Pas un mot pour les [plus de 5 479 étudiants, 261 enseignants et 95 professeurs d'université tués à Gaza, et plus de 7 819 étudiants et 756 enseignants blessés - les chiffres augmentant chaque jour](#). Pas un mot pour toutes les universités dévastées et pour les écoles détruites ou endommagées à plus de 80%, sans oublier tous les édifices du patrimoine architectural et culturel de Gaza.

Et prétendre donner des leçons de grammaire et de rhétorique à la « gauche » quand on est incapable d'entendre « le fracas que fait un poète qu'on tue » (Aragon, « un jour, un jour »), en référence à l'assassinat emblématique de l'adorable professeur de littérature anglaise et poète palestinien, [Refaat Alareer](#), dont j'annonçais la mort sur la liste électronique de discussion interne à l'EHESS (le 8 décembre 2023). [Stories makes us !](#) expliquait-il en 2016 dans un court et poignant exposé relatif aux récits oraux des Palestiniennes et Palestiniens, témoignant entre autres de leurs liens au territoire, preuve de leur droit à vivre sur cette terre.

La non-prise en compte des populations autochtones, les Palestiniennes et Palestiniens, et de leurs récits, amène à des falsifications de l'histoire et une critique fallacieuse des perspectives antisionistes, et notamment de l'analyse de Judith Butler^[4], davantage sensible, elle, à intégrer le point de vue des populations dominées. On le repère notamment dans un passage d'Eva Illouz :

« Israël est le seul pays dont la légitimité est ainsi remise en cause. C'est en outre le seul dont l'existence repose sur le soutien et l'accord de la communauté internationale : il voit le jour en 1948 grâce au vote à l'ONU, l'année précédente, du plan de partage de la Palestine ».

Il y a ici, [comme dans le texte de Karsenti et al.](#), une belle mystification suggérant la conformité d'Israël au droit international. Le lecteur de l'entretien du *Monde* n'apprendra donc pas que l'indépendance de l'Etat d'Israël a été proclamée, de manière unilatérale, le 14 mai 1948, la veille du jour où devait s'achever le mandat confié à la Grande Bretagne par la Société des Nations. Il n'apprendra pas non plus que l'ONU avait proposé, en 1947, un plan de partage qui n'avait pas été accepté^[5].

Il y a eu conquête illégale avant le 14 mai 1948 (c'est dans ce contexte que survint le massacre de Deir Yassine, le 9 avril 1948) et après la fin de la période mandataire par les forces paramilitaires, puis militaires juives/israéliennes. Suite à la guerre israélo-arabe de 1948-1949, qui débuta après la proclamation de l'Etat d'Israël, ce dernier étend son contrôle sur une partie encore plus grande que celle du plan de partage de la Palestine mandataire. Et ce n'est que le 11 mai 1949 que l'ONU reconnaît l'Etat d'Israël. Comme dans bien des cas, ce dernier est aussi, en partie, un projet de conquête illégale, finalement validé par l'ONU. L'acceptation du fait accompli.

[Comme je l'écrivais au début du mois de décembre dernier](#) :

« Une telle mystification permet ainsi d'éluder « une histoire qui comporte beaucoup d'Oradour, depuis le début », la Nakba de 1948, les multiples violences et infractions au droit international commises par l'État d'Israël ».

Cette falsification de l'histoire et la non-prise en compte des Palestiniens amènent *in fine* Eva Illouz, mais également Derek Penslar, à inverser le réel : à s'inquiéter de la disparition d'Israël, et des remises en question de l'existence de l'Etat d'Israël, au moment même où le territoire sous contrôle palestinien se réduit comme peau de chagrin – et qu'inversement celui d'Israël s'étend – et que se déroule sous nos yeux l'annihilation complète de Gaza. Le journaliste qui a orchestré cet entretien s'est-il au moins rendu compte de cet énorme paradoxe ?

Que dire donc pour conclure ?

Que Marc-Olivier Bherer, Eva Illouz et Derek Penslar se soient adonnés à une séance de thérapie collective pour exprimer leurs traumatismes, ressentis et frustrations est une chose. Que *Le Monde* ait décidé de publier cet échange est par contre problématique, mais non surprenant quand on connaît le passif de ce quotidien. Que la rédaction de ce journal soit peu sensible à la question coloniale, et plus spécifiquement aux récits des Palestiniens (et aux voix palestiniennes) ne m'étonne guère. Mais qu'elle décide de publier un entretien visant à fustiger celles et ceux qui, supposément, remettraient en cause « l'existence d'Israël », en jouant de l'amalgame antisionisme=antisémitisme (ou judéophobie), le lendemain même du vote au conseil de sécurité de l'ONU, est une faute éditoriale sidérante.

Cela montre à quel point ce quotidien est parfois déconnecté des affaires du Monde (le vrai). En effet, la résolution portée par l'Algérie (nous revenons à ce pays, [soutien indéfectible de la cause palestinienne](#)), afin que la Palestine ait le statut d'Etat membre à part entière des Nations Unies, venait d'être refusée (18 avril) en raison du seul veto des USA (12 votes pour, 2 abstentions et 1 veto des USA) ; cet État-empire, parrain du génocide en Palestine, et plus largement de l'Etat d'Israël. Moment historique révélateur qui montre bien que la question n'est pas celle de l'existence de l'Etat d'Israël – comme nous le

suggèrent Marc-Olivier Bherer, Eva Illouz et Derek Penslar, et plus largement le quotidien *Le Monde* – mais plutôt celle de la possibilité même de l'existence d'un Etat palestinien.

Pour finir, tout en pensant aux discours pleins de sanglots de Riyad Mansour, ambassadeur de la Palestine auprès de l'ONU, celui au lendemain du 7 octobre et que je mentionnais dans [mon premier texte](#), et celui plus de six mois plus tard, encore plus poignant, en réponse au dernier véto des USA (18 avril 2024), la moindre des choses, quand on se prétend de gauche, est d'écouter un peu ce que les intellectuels palestiniens ont à nous dire. Je me bornerai simplement, pour conclure, à deux citations datant de 2003, mais toujours malheureusement pertinentes :

« Nous sommes le seul peuple au monde auquel on demande de garantir la sécurité de son occupant, tandis qu'Israël est le seul pays au monde qui prétend se défendre de ses victimes » – We are the only people on Earth asked to guarantee the security of our occupier, » « while Israel is the only country that calls for defense from its victims.

[Hanan Ashrawi](#)

« Chaque nouvel empire prétend toujours être différent de ceux qui l'ont précédé, affirme que les circonstances sont exceptionnelles, que sa mission consiste à civiliser, à établir l'ordre et la démocratie, et qu'il n'utilise la force qu'en dernier recours. Le plus triste est qu'il se trouve toujours des intellectuels pour trouver des mots doux et parler d'empires bienveillants ou altruistes ».

Edward Saïd, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. iv, préface de l'édition de 2005 [1980, Le Seuil] – 2003 [1978, Pantheon Books] pour la version anglaise

*

Yazid Ben Hounet est anthropologue, chargé de recherche (HDR) au CNRS, membre du Laboratoire d'Anthropologie Sociale (Collège de France – CNRS – EHESS).

Notes

^[1] Maillot Agnès, 2001, « La Presse française et le 17 octobre 1961 », *Irish Journal of French Studies*, 1: 25-35.

^[2] House Jim & Neil MacMaster, 2006, *Paris 1961, Algerians, State Terror, and Memory*, Oxford, Oxford University Press.

^[3] « Dès lors que le colonisé choisit la contre-violence, les représailles policières appellent mécaniquement les représailles des forces nationales. Il n'y a pas cependant équivalence des résultats, car les mitraillages par avion ou les canonnades de la flotte dépassent en horreur et en importance les réponses du colonisé. Ce va-et-vient de la terreur démystifie définitivement les plus aliénés des colonisés. Ils constatent en effet sur le terrain que tous les discours sur l'égalité de la personne humaine entassés les uns sur les autres ne

masquent pas cette banalité qui veut que les sept Français tués ou blessés au col de Sakamody soulèvent l'indignation des consciences civilisées tandis que « comptent pour du beurre » la mise à sac des douars Guergour, de la dechra Djerah, le massacre des populations qui avait précisément motivé l'embuscade. » Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, La Découverte, 2002 [1961], p.86.

^[4] Judith Butler est également signataire de la tribune « [The Elephant in the Room](#) » mentionnée dans l'article du *Monde* (pour situer Eva Illouz et Derek Penslar). Le collectif *Academics4Peace*, à l'origine de cette tribune, a récemment (mars 2024) publié une autre – « [Genocide is plausible ; stop arms to Israël](#) ». Mais tout cela n'est pas mentionné dans l'article du *Monde*. Dommage !

^[5] Il convient de préciser ici qu'en 1947-1948, les États membres de l'ONU ne comprenaient que 57 pays (soit près du quart des États membres actuels – 193), pour l'essentiel des pays occidentaux, dont des puissances coloniales. Le processus de décolonisation permettra l'élargissement des États membres et donc la reconnaissance progressive d'une véritable « communauté internationale ». Par ailleurs, seule une petite trentaine de ces pays – dont des pays satellites des grandes puissances, sous pression de ces dernières (comme Haïti et les Philippines) – votèrent positivement le plan de partage.